

Nouvelle-Calédonie : le temps des colonies, ça suffit ! Solidarité avec les Kanak !

Magasins et voitures en flammes, barrages routiers, affrontements, jeunes tués par balle... La révolte des Kanak rappelle que ce « territoire d’Outre-mer français » est, en réalité, une colonie. La révolte fait suite à des manifestations massives contre le projet d’élargir le corps électoral aux colons installés depuis 10 ans. Une décision que Darmanin et Macron justifient au nom de la démocratie... Mensonge ! Si c’était vrai, pourquoi n’accordent-ils pas le droit de vote à tous les immigrés vivant et travaillant ici depuis plus de dix ans ? Pourquoi avoir promulgué une loi anti-migrants sous la dictée du Rassemblement national ?

Macron veut s’assurer que sur ce territoire à 17 000 kilomètres de la France, le peuple kanak reste minoritaire sur ses propres terres en dépit de son droit à l’autodétermination.

Mensonges et brutalité coloniale

Le gouvernement ne répond que par la répression et la calomnie, déployant le Raid et le GIGN : 1 000 flics envoyés en plus des 1 700 déjà sur place, auxquels s’ajoutent 600 militaires. Le tout appuyé par des blindés, des hélicoptères et même des avions. Environ un flic ou militaire surarmé pour trente Kanak. Et toutes ces forces de répression laissent faire les milices armées de colons, déjà responsables de la mort de plusieurs Kanak.

Darmanin calomnie les mouvements indépendantistes traités « d’organisations mafieuses ». Le même Darmanin qui accuse d’antisémitisme ou de soutien du terrorisme ceux qui protestent contre le génocide de l’État israélien à Gaza. Qui traitait de délinquants ceux qui avaient protesté contre le meurtre de Nahel par la police l’an dernier.

Retour au calme ou à l’ordre colonial ?

Pendant que la droite applaudit à la répression, la gauche (PCF, PS, LFI) appelle au calme et au dialogue, invoquant Mitterrand, Rocard ou Jospin. Mais ce sont les socialistes qui avaient cherché à imposer, en 1984, un nouveau statut de l’archipel, initiant une vague d’affrontements, sous Mitterrand-Chirac, avec le massacre en 1988 de 19 indépendantistes dans l’assaut de la grotte d’Ouvéa. Le « dialogue » instauré par la suite fut surtout une manière de lanterner la population avec des référendums bidon promis pour quarante ans plus tard... Nous voilà quarante ans plus tard : et aucun problème n’est réglé.

Comment pourraient-ils l’être ? Des référendums peuvent-ils supprimer les inégalités criantes de la région ? Mettre fin aux salaires de misère ? Faire cesser l’exploitation du nickel, la grande richesse de l’archipel, et des hommes par des compagnies capitalistes ? Supprimer les bidonvilles ?

Les émeutes ont interrompu le ravitaillement, des poches de transfusion manquent dans les hôpitaux, nous dit-on. Mais ce manque de tout, c’est déjà le quotidien des exploités et des colonisés ! 25 % des Kanak sont au chômage, des milliers d’entre eux dépendent de l’aide alimentaire.

Là-bas, comme ici, ceux qui travaillent et créent les richesses sont traités comme des moins que rien, dépossédés de tout.

En Kanaky comme ici : urgence révolution !

Le point de départ de la révolte est anti-colonial. Elle a pour toile de fond la misère dans l’archipel. Parmi les révoltés, il y a de nombreux jeunes Kanak, mais aussi des jeunes des familles originaires d’autres îles d’Océanie ou du Vietnam. En Kanaky, comme ailleurs, c’est toute une société inégalitaire et violente qu’il faut renverser, en s’opposant à l’État qui la défend.

Alors à ces élections européennes du 9 juin – où voteront d’ailleurs des Océaniens, des Antillais, des Africains –, pour dire clairement que le temps des colonies est bien fini, en Kanaky, à Mayotte, en Palestine et partout, votez pour la liste « **Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution !** » conduite par Selma Labib et Gaël Quirante.



**POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES
NI PATRONS**

**URGENCE
RÉVOLUTION!**



– On veut vivre et pas seulement survivre : dans toute l'Europe, pas un salaire, pas un revenu sous les 2000 euros net, rattrapage immédiat de 400 euros en plus par mois pour tous et toutes, indexation des salaires sur les prix. Un minimum à l'heure où les profits battent tous les records !

– Arrêt et remboursement des subventions au grand patronat et embauches massives dans l'éducation, la santé, les transports et le logement. Non à l'école du tri social, accès aux meilleurs soins pour tous et toutes.

– Les travailleurs et travailleuses immigrés ne sont pas nos concurrents mais nos alliés dans la lutte contre le patronat. Liberté de circulation et d'installation, régularisation de tous les sans-papiers.

– Contre toutes les oppressions, contre la destruction de l'environnement, un « petit geste » : renverser le capitalisme !

– Le capitalisme porte la guerre comme la nuée l'orage : les appétits financiers et impérialistes sont le moteur des conflits qui se généralisent. Seul le renversement du capitalisme permettra de garantir à tous les peuples non seulement la paix mais aussi la justice, de la Palestine à l'Ukraine. Troupes françaises hors d'Afrique, troupes russes hors d'Ukraine, troupes de l'Otan, hors d'Europe de l'Est.

Le 9 juin, votez pour la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »

Ça chauffe à l'institut Gustave Roussy !

Vendredi 3 mai, les AS et AP menaient leur deuxième journée de grève, après plusieurs semaines de mobilisation à l'IGR de Villejuif. Elles revendiquent une prime de 3000 euros, que le reste du personnel touche car officiellement « en tension », comme si les AS ne l'étaient pas ! Il en manque à tous les services !

Elles ont scandé si fort leurs mots d'ordre « prime pour tous, reconnaissance pour tous ! », que la direction s'est sentie contrainte de rencontrer une délégation du collectif des AS et AP. La direction cherche à négocier en proposant une prime de 1000 euros seulement, mais les grévistes sont déterminées à aller jusqu'au bout : 3000 ou rien. L'objectif est d'amplifier le mouvement. La voie à suivre !

Guingamp : grève du personnel de nuit

Le personnel de nuit de l'hôpital de Guingamp a fait grève mardi 14 mai après-midi, à l'appel de la CGT. Les grévistes dénoncent et s'opposent à de nouvelles règles de gestion du temps de travail, imposées par la direction, qui auront pour conséquence une réduction du temps de repos. Elles souhaitent conserver l'organisation actuelle jugée plus protectrice de leur santé et permettant un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Mais ces considérations ne semblent pas être la priorité de la direction, qui ne cherche qu'à augmenter

le temps de travail ! Face au refus systématique de la direction d'entendre la parole des soignantes, une seule solution : la grève !

Allocations chômage : massacre en vue !

L'Unédic vient de sortir une « étude d'impact » sur les conséquences des mesures envisagées par le gouvernement : passage de la durée requise pour ouvrir des droits à 9 mois de travail sur une période de 18 mois, durée d'indemnisation ramenée à 12 mois.

Cumulées, ces mesures pénaliseraient tous les travailleurs qu'ils soient en intérim, CDD ou CDI. Le passage à 12 mois d'allocations par exemple : c'est 6 milliards d'euros sur le dos de 45 % des allocataires !

L'ordre des médecins a trop souvent protégé des comportements violents

C'est Agnès Buzyn, ancienne ministre de la Santé qui le dit ! « Interne, on me disait souvent : "Ma petite, venez vous asseoir sur mes genoux" » et elle ajoute : « Il est compliqué de trouver sa place dans un milieu très masculin, où la grossièreté et la vulgarité valorisent une forme de virilité. » Elle conclut en affirmant que l'Ordre des médecins a souvent couvert les harceleurs et qu'elle « rechignait » à payer sa cotisation ! On aurait aimé qu'Agnès Buzyn ait eu le courage de dire cela quand elle était ministre, mais on ne peut qu'être d'accord avec son constat.

